

**PETER GELDERLOOS**

# *La non-violence est inefficace*

Comment la non-violence protège  
l'État ?

Pacifisme  
Manipulation  
Militantisme  
Etat  
Gandhi  
Martin Luther King  
Vietnam  
Droits civiques  
Repression

**S-ÉDITION**

La non-violence est inefficace.....	1
Assez parlé des victoires du pacifisme.....	23
L'échec de la non-violence.....	31
le livre.....	36
D'autres textes.....	37

# LA NON-VIOLENCE EST INEFFICACE

Le texte qui suit constitue le premier chapitre du livre Comment la non-violence protège l'État, écrit par Peter Gelderloos en 2005, et traduit en français en 2018 aux éditions Libre.

---

« Je ne connais aucun activiste, révolutionnaire ou théoricien en rapport avec le mouvement aujourd'hui qui défende l'usage exclusif de tactiques violentes et s'oppose à l'usage de tactiques qui ne pourraient pas être conçues comme violentes. Nous défendons la diversité des tactiques, c'est-à-dire des combinaisons efficaces, élaborées à partir d'une gamme complète de tactiques, susceptibles de nous permettre de nous émanciper de toutes les composantes de ce système oppressif : la suprématie blanche, le patriarcat, le capitalisme et l'État. Nous pensons que les tactiques devraient être choisies en fonction de chaque situation particulière, et non pas déduites d'un code moral préconçu. Nous tendons également à penser que les moyens rejaillissent sur les fins, et nous ne voudrions pas agir d'une façon qui conduirait invariablement à la dictature ou à quelque forme de société qui ne respecte pas la vie et la liberté. Ainsi, nous serons plus judicieusement décrits comme

défenseurs d'un activisme révolutionnaire ou militant, que comme défenseurs de la violence. »

Peter Gelderloos, *Comment la Non-violence protège l'état*, Introduction.

Je pourrais passer beaucoup de temps à parler des échecs de la non-violence. Toutefois, il semble plus utile de parler des succès de la non-violence. Le pacifisme attirerait difficilement des supporters si son idéologie n'avait produit aucune victoire historique. Examinons ces succès emblématiques : l'indépendance de l'Inde gagnée contre l'empire colonial britannique, l'acceptation d'un nombre maximum d'armes nucléaires par les puissances en compétition, les plafonds imposés au nombre d'armes nucléaires par les négociations SALT (Strategic Arms Limitation Talk), le mouvement pour les droits civiques des Noirs américains dans les années 1960 et le mouvement pacifiste pendant la guerre contre le Vietnam. Et bien qu'elles n'aient pas encore été saluées comme une victoire, les protestations massives de 2003 contre l'invasion de l'Irak par les États-Unis ont été très applaudies par les activistes non-violents ! On peut discerner un schéma récurrent de manipulation historique et de blanchiment, flagrant dans chacune des victoires revendiquées par les activistes non-

violents. La position pacifiste requiert que le succès soit attribuable aux tactiques pacifistes et à elles seules, alors que nous autres pensons que le changement provient de l'ensemble des tactiques utilisées dans toute situation révolutionnaire, pourvu qu'elles soient déployées de façon efficace. Parce qu'aucun conflit social majeur ne présente une uniformité de tactiques et d'idéologies — autrement dit, qu'on trouve dans tous les conflits de ce genre le recours à des tactiques pacifistes ainsi qu'à des tactiques résolument non-pacifistes — les pacifistes doivent effacer la part d'histoire qui est en désaccord avec leurs affirmations ou au contraire attribuer leurs échecs à la présence au sein du mouvement concerné d'une forme violente de lutte.

On nous raconte qu'en Inde, guidés par leur leader Gandhi, les gens construisirent au fil des décennies un mouvement non-violent de masse et s'engagèrent dans la protestation, la non-coopération, les boycotts économiques, des grèves de la faim exemplaires et des actes de désobéissance pour bloquer la machinerie de l'impérialisme britannique. Ils endurèrent des massacres et répliquèrent avec une ou deux émeutes mais, dans l'ensemble, le mouvement fut non-violent et, après avoir persévéré pendant des décennies, le peuple indien gagna son indépendance, délivrant ainsi une victoire pacifiste certifiée. L'histoire réelle est plus compliquée, puisque des poussées violentes ont

également influencé la décision de retrait des Britanniques. Ceux-ci avaient perdu la capacité de maintenir leur pouvoir colonial, ayant vu des millions de leurs soldats mourir et une grande quantité de ressources diverses anéanties au cours de deux guerres mondiales extrêmement violentes, dont la seconde dévasta tout spécialement la mère patrie. Les luttes armées des militants arabes et juifs en Palestine entre 1945 et 1948 continuèrent d'affaiblir l'empire britannique, et rendirent évidente la menace que les Indiens pourraient abandonner la désobéissance civile et prendre les armes en masse si on continuait de les ignorer encore longtemps ; tout ceci ne peut être ignoré parmi les facteurs qui déterminèrent la décision des Britanniques de renoncer à une administration coloniale directe.

On réalise d'autant mieux que cette menace était directe, lorsqu'on comprend que l'histoire pacifiste du mouvement d'indépendance indien brosse un tableau sélectif et incomplet : la non-violence n'était pas universelle en Inde. La résistance à la colonisation britannique comprenait bien assez de lutte armée pour que l'on considère de façon plus exacte que la méthode gandhienne était l'une des différentes formes concurrentes de résistance populaire. Dans leur dérangeante démarche d'universalisation, les pacifistes effacent ces autres formes de résistance et contribuent à propager l'histoire fautive selon laquelle Gandhi et ses

disciples étaient la seule boussole de la résistance indienne. Sont ainsi passés sous silence d'importants dirigeants militants comme Chandrasekhar Azad, qui combattit les armes à la main contre les colons britanniques, et des révolutionnaires comme Bhagat Singh, qui s'attira un soutien massif en commettant des attentats à la bombe et des assassinats au profit d'une lutte visant le renversement du capitalisme tant indien que britannique.

L'histoire pacifiste de la lutte indienne ne peut rendre compte du fait que Subhas Chandra Bose, le candidat favorable à la lutte armée, fut élu deux fois président du Congrès National Indien, en 1938 et 1939. Si Gandhi fut peut-être la figure la plus remarquablement influente et populaire dans la lutte pour l'indépendance de l'Inde, la position dirigeante qu'il assumait ne lui valut pas toujours un soutien unanime des masses. Il perdit tellement le soutien des Indiens lorsqu'il appela au calme après l'émeute de 1922 que pas le moindre murmure de protestation ne se fit entendre en Inde quand les Britanniques l'arrêtèrent ensuite.

De façon significative, l'histoire se souvient de Gandhi plus que de tous les autres non pas parce qu'il représentait la voix unanime de l'Inde, mais en raison de l'attention particulière que lui porta la presse britannique et la prééminence que lui valut le fait d'être pris comme interlocuteur lors d'importantes

négociations avec le gouvernement colonial britannique. Si l'on se rappelle que l'histoire est écrite par les vainqueurs, un autre pan du mythe de l'indépendance indienne s'effondre.

Mais l'affirmation des pacifistes que l'indépendance de l'Inde est une victoire pour la non-violence est désolante au plus haut point du fait qu'elle donne tête baissée dans la manipulation historique élaborée dans l'intérêt des États impérialistes et partisans de la suprématie blanche, qui ont colonisé les pays du Sud. Le mouvement de libération de l'Inde échoua. Les Britanniques ne furent pas contraints à quitter l'Inde. Au contraire, ils choisirent de transférer le territoire entre les mains d'une administration néocoloniale. Quelle sorte de victoire autorise les perdants à dicter le calendrier et les modalités de l'ascension des vainqueurs ? Les Britanniques rédigèrent la nouvelle constitution et remirent le pouvoir entre les mains de successeurs qu'ils choisirent. Ils attisèrent les flammes du séparatisme ethnique et religieux afin que l'Inde soit affaiblie par des divisions internes, empêchée de bénéficier de la paix et de la prospérité, et dépendante de l'aide militaire et autres formes de soutien de la part des États euro-américains.

L'Inde est toujours exploitée par des entreprises euro-américaines (bien que plusieurs nouvelles entreprises indiennes, principalement des filiales, se soient jointes au pillage), et continue de fournir des ressources et des



marchés aux États impérialistes. De bien des manières, la pauvreté de son peuple s'est aggravée et son exploitation est devenue plus efficace. L'indépendance à l'égard du pouvoir colonial a donné à l'Inde plus d'autonomie dans quelques domaines, et a certainement permis à une poignée d'Indiens de s'asseoir dans les fauteuils du pouvoir, mais l'exploitation et la marchandisation des communs s'est approfondie. Qui plus est, l'Inde a perdu la nette opportunité que représentait une lutte d'émancipation riche de sens menée contre un oppresseur étranger aisément identifiable. Aujourd'hui, un mouvement d'émancipation aurait à s'opposer aux dynamiques déconcertantes du nationalisme et de la rivalité ethnique et religieuse pour abolir un capitalisme et un gouvernement domestiques bien plus développés que dans leurs formes d'alors. Tout bien pesé, le mouvement d'indépendance a donc bien échoué.

Il est quelque peu étrange que les pacifistes revendiquent comme victoire l'arrêt de la course aux armements nucléaires. Une fois encore, le mouvement ne fut pas exclusivement non-violent; il comprenait des groupes qui menèrent un nombre considérable d'attentats à la bombe et autres actes de sabotage ou de guérilla. Et, à nouveau, c'est une victoire douteuse. Les traités de non-prolifération, si peu respectés au demeurant, n'ont été signés qu'après que la course aux armements eut été gagnée, les États-Unis exerçant une

hégémonie incontestée par la possession de plus d'armes nucléaires qu'il ne pourrait être utilisé en pratique. Et il paraît clair que la prolifération continue en fonction des besoins, actuellement au travers du développement d'armes nucléaires tactiques et de la planification d'une nouvelle vague de centrales nucléaires. Il semble véritablement que toute la question ait été soldée plus comme un problème politique interne au gouvernement lui-même que comme un conflit entre un mouvement social et un gouvernement. Tchernobyl et plusieurs fusions évitées de justesse aux États-Unis ont montré que l'utilisation de l'énergie nucléaire (un composant indispensable du développement des armes nucléaires) n'était pas la moindre des responsabilités, et il n'est pas besoin de protestataires pour mettre en question l'utilité, même pour un gouvernement s'obstinant à conquérir le monde, de gaspiller d'incroyables ressources dans la prolifération nucléaire lorsqu'on a déjà assez de bombes pour faire exploser toute la planète, et alors que les guerres et les actions clandestines menées depuis 1945 l'ont toutes été, sans exception, avec d'autres technologies.

Le mouvement pour les droits civiques des Noirs américains est l'un des épisodes les plus importants de l'histoire pacifiste. Dans le monde entier, les gens le considèrent comme un exemple de victoire non-violente. Mais, à l'instar des autres exemples discutés

ici, ce mouvement ne fut ni une victoire ni non-violent. Il réussit à abolir la ségrégation en droit et à permettre l'expansion de la minuscule et insignifiante bourgeoisie noire, mais ce n'était pas là les seules exigences de la majorité des personnes qui prirent part au mouvement. Ils voulaient une complète égalité politique et économique, et beaucoup voulaient également l'émancipation des Noirs sous la forme du nationalisme noir, de l'inter-communalisme noir, ou autre forme d'indépendance à l'égard de l'impérialisme blanc. Aucune de ces exigences ne fut remplie – pas l'égalité, et certainement pas l'émancipation.

Les personnes de couleur ont toujours un revenu moyen inférieur, un accès dégradé au logement et aux services de santé, et une santé moins bonne que les personnes blanches. La ségrégation de fait existe toujours. On cherche encore l'égalité politique. Des millions d'électeurs, noirs pour la plupart, se voient refuser le droit de vote lorsque les intérêts dominants le nécessitent, et seulement quatre sénateurs noirs ont siégé depuis la Reconstruction, cette période qui suivit la Guerre de Sécession achevée en 1865. Les autres ethnies ont également été oubliées dans la distribution des fruits mythiques des droits civiques. Les immigrants latinos et asiatiques sont particulièrement exposés aux abus, aux expulsions, à la privation de service sociaux pour lesquels ils paient des impôts, aux formes de travail dangereuses pour la santé dans des

sweatshops ou en tant que travailleurs agricoles migrants. Les musulmans et les Arabes font les frais de la répression de l'après 11 Septembre, tandis qu'une société qui s'est elle-même sanctifiée comme étant "*insensible à la couleur de peau*" [*"color-blind"*] ne se sent pas le moins du monde hypocrite. Quant aux personnes indigènes, elles sont maintenues aussi bas que nécessaire sur l'échelle socio-économique pour rester invisibles, sauf pour les manifestations symboliques et occasionnelles du multiculturalisme américain – le stéréotype de la mascotte sportive ou de la figurine de danseuse hawaïenne qui dissimule la réalité des véritables personnes indigènes.

Selon sa représentation habituelle (avant tout chez les progressistes blancs, les pacifistes, les éducateurs, les historiens et les officiels du gouvernement), le mouvement contre l'oppression raciale aux États-Unis était avant tout non-violent. Au contraire, même si des groupes pacifistes comme la SCLC (Southern Christian Leadership Conference) de Martin Luther King Jr ont eu un pouvoir et une influence considérables, le soutien populaire au sein du mouvement, particulièrement de la part des Noirs pauvres, se cristallisait de façon croissante autour de groupes révolutionnaires comme le Black Panther Party. Selon un sondage conduit en 1970 par l'institut Harris, 66 % des Afro-Américains déclaraient que les activités du Black Panther Party les rendaient fiers, et 43 % que ce

parti incarnait leurs propres vues. En fait, la lutte armée a longtemps été partie intégrante de la résistance des Noirs à la suprématie blanche. Mumia Abu-Jamal documente de façon solide cette histoire dans son livre de 2004, *“We want freedom”* (*Nous voulons la liberté*).

*Il écrit : “Les racines de la résistance armée plongent en profondeur dans l’histoire des Afro-Américains. Seuls ceux qui ignorent ce fait considèrent le Black Panther Party comme quelque chose d’étranger à notre héritage historique commun. En réalité, les fractions non-violentes ne peuvent être distillées et séparées des fractions révolutionnaires du mouvement (même si la désaffection et les rancunes, encouragées par l’État, ont souvent existé entre elles). Les activistes pacifistes de la classe moyenne, y compris Luther King, ont tiré une grande part de leur pouvoir du spectre de la résistance noire et de l’existence de révolutionnaires noirs armés.”*

Au printemps de 1963, la campagne de Birmingham lancée par Martin Luther King semblait clairement devoir être une répétition de l’action qui avait lamentablement échoué à Albany, en Géorgie, où une campagne de désobéissance civile menée pendant 9 mois en 1961 démontra l’impuissance des protestataires non-violents contre un gouvernement disposant de prisons apparemment sans fond, et où, le 24 juillet 1962, de jeunes émeutiers occupèrent des blocs entiers

pendant une nuit et forcèrent la police à se retirer du ghetto, démontrant qu'après un an de campagne non-violente, les Noirs d'Albany continuaient de combattre le racisme mais avaient renoncé à préférer la non-violence. Et voilà que le 7 mai à Birmingham, à la suite de continuelles violences policières, trois mille Noirs commencèrent à contre-attaquer, criblant la police de pierres et de bouteilles. À peine deux jours plus tard, la ville de Birmingham, qui avait été jusque-là un inflexible bastion de la ségrégation, accepta de mettre fin à la ségrégation dans les magasins du centre-ville, et le Président Kennedy soutint cette décision en accordant des garanties fédérales. Le lendemain, après que des suprématistes blancs de l'endroit eurent fait exploser des bombes dans un domicile noir et dans un commerce noir, des milliers de Noirs se déchainèrent à nouveau, s'emparant d'une zone de neuf blocs, détruisant des voitures de police, blessant plusieurs policiers (dont l'inspecteur en chef), et incendiant des entreprises blanches. Un mois et un jour plus tard, le Président Kennedy en appelait au Congrès pour qu'il adopte le Civil Rights Act, mettant ainsi fin à plusieurs années d'une stratégie visant à embourber le mouvement pour les droits civiques. Il est donc permis de penser que les principales des victoires limitées (sinon creuses) du mouvement des droits civiques survinrent lorsque les Noirs montrèrent qu'ils ne resteraient pas pacifiques éternellement.

Confrontée à l'alternative, la structure du pouvoir des Blancs choisit de négocier avec les pacifistes, et nous avons vu les résultats.

L'affirmation que le mouvement pacifiste américain réussit à mettre fin à la guerre contre le Vietnam présente le même ensemble de faiblesses. Ward Churchill et d'autres ont déjà fort bien formulé la critique, je me contenterai donc de la résumer. Avec une impardonnable suffisance, les activistes pacifistes négligent que trois à cinq millions d'Indochinois sont morts dans leur combat contre l'armée américaine; que des dizaines de milliers de soldats américains furent tués et des centaines de milliers blessés; que bien d'autres, démoralisés par le bain de sang, étaient devenus hautement inefficaces et réfractaires, et que les États-Unis étaient en train de perdre de leur capital politique (et de s'acheminer vers une banqueroute fiscale) à tel point que les politiciens pro-guerre commencèrent à réclamer un retrait stratégique (en particulier une fois que l'offensive du Têt eut démontré que la guerre était "*ingagnable*", comme beaucoup le dirent à l'époque). Le gouvernement américain ne fut pas contraint à se retirer par les protestations pacifiques; il fut défait politiquement et militairement. À l'appui de cette affirmation, Ward Churchill cite la victoire du Républicain Richard Nixon et l'absence du moindre candidat pacifiste au sein du Parti Démocrate en 1968, presque à l'apogée du mouvement anti-guerre.

On pourrait y ajouter la réélection de Nixon en 1972, après quatre années d'escalade et de génocide, pour démontrer l'impuissance du mouvement pacifiste à *“dire la vérité au pouvoir”*. En fait, le mouvement pacifiste imbu de principes se dissout en même temps que les États-Unis retirèrent leurs troupes (un retrait achevé en 1973). Il fut moins sensible à la campagne de bombardement de civils la plus intense de l'histoire, qui s'intensifia après le retrait des troupes, ainsi qu'à l'occupation continuée du Sud-Vietnam par une dictature militaire entraînée et financée par les États-Unis. En d'autres termes, le mouvement se replia (et récompensa Nixon en le réalisant) une fois que les Américains, et non les Vietnamiens, furent en sécurité. Le mouvement pacifiste américain échoua à apporter la paix. L'impérialisme américain continua de plus belle, et bien que leur stratégie militaire qu'il avait choisie ait été défaite par les Vietnamiens, les États-Unis atteignirent dans l'ensemble leurs objectifs politiques en temps voulu, précisément parce que le mouvement pacifiste échoua à faire advenir un quelconque changement sur le plan intérieur.

Certains pacifistes pointeront le grand nombre d'objecteurs de conscience qui refusèrent de combattre, pour sauver une apparence de victoire non-violente. Mais il devrait être évident que la multiplication d'objecteurs et de réfractaires à la conscription ne peut racheter les tactiques pacifistes. Particulièrement dans



une société aussi militariste, la probabilité que des soldats refusent de combattre est proportionnelle à leur crainte d'être confrontés à une résistance violente qui pourrait les tuer ou les mutiler. Sans la résistance violente des Vietnamiens, il n'y aurait pas eu besoin de conscription; sans conscription, la résistance non-violente en Amérique du Nord qui cherchait à y soustraire ses participants aurait difficilement pu exister. Les rébellions croissantes, particulièrement parmi les soldats noirs, latinos et amérindiens, au sein même de l'armée, furent autrement plus significatives que les objecteurs de conscience passifs. Le gouvernement vit se retourner contre lui la stratégie qu'il avait adoptée en réponse aux émeutes urbaines des Noirs en recrutant dans l'armée de jeunes hommes noirs sans emploi pour en vider les rues.

Des officiels de Washington visitant des bases de l'armée furent sérieusement perturbés par le développement de la culture de la militance noire... Des gradés éberlués observaient comment des officiers blancs recrutés parmi les colons locaux se retrouvaient forcés de rendre leur salut à des soldats noirs du mouvement New Afrikans qui les saluaient en brandissant le poing dressé du Black Power... Nixon devait sortir ses troupes du Vietnam rapidement ou risquer de perdre son armée.

L'assassinat d'officiers à la grenade, le sabotage, le refus de combattre, les émeutes dans les camps

d'internement de prisonniers et l'aide à l'ennemi, toutes ces activités de soldats américains contribuèrent significativement à la décision du gouvernement de retirer ses troupes au sol. Comme le déclara le Colonel Robert D. Heinl en juin 1971 :

*“Selon tous les indicateurs concevables, notre armée encore présente au Vietnam est dans un état qui approche l'effondrement, certaines unités évitant ou ayant refusé le combat, assassinant leurs officiers et sous-officiers, droguées et désenchantées lorsqu'elles ne sont pas mutinées. Nulle part ailleurs qu'au Vietnam la situation n'est aussi grave.”*

Le Pentagone a estimé que trois pour cent des officiers et des sous-officiers tués au Vietnam de 1961 à 1972 le furent à la grenade par leurs propres soldats. Cette estimation ne prend même pas en compte les officiers poignardés ou tués par balle. Dans de nombreux cas, les soldats d'une unité se cotisèrent pour embaucher un tueur à gages afin qu'il assassine un officier impopulaire. Selon Matthew Rinaldi, les Noirs et Latinos de la classe ouvrière engagés dans l'armée, qui ne s'identifiaient pas avec les tactiques du pacifisme-à-tout-prix du mouvement pour les droits civiques qui les avait précédé, furent des acteurs majeurs de la résistance armée qui affaiblit l'armée américaine pendant la guerre contre le Vietnam.

Perturbants bien que d'une importance politique moindre que la résistance dans l'armée en général, les attentats à la bombe et autres actes de violence commis pour protester contre la guerre sur les campus des facultés blanches, y compris la plupart des universités d'élite, ne doivent pas être passés sous silence au profit du "*blanchiment*" pacifiste. Au cours de l'année scolaire 1969-1970 (de septembre à mai), une estimation prudente compte 174 attentats à la bombe sur les campus et au moins 70 attentats à la bombe et autres attaques violentes en dehors des campus, visant des bâtiments du Reserve Officers' Training Corpse (Corps d'entraînement des officiers de réserve) et du gouvernement ainsi que des bureaux d'entreprises. À quoi il faut ajouter 230 protestations sur les campus ayant donné lieu à de la violence physique, et 410 à des dommages matériels.

En conclusion, ce qui ne fut qu'une victoire très limitée – le retrait des troupes au sol après de nombreuses années de guerre – peut être très clairement attribué à deux facteurs : la résistance violente opiniâtre et efficace des Vietnamiens, qui amena les dirigeants américains à réaliser qu'ils ne pouvaient pas vaincre ; et la résistance armée et souvent meurtrière des troupes américaines au sol elles-mêmes, engendrée par la démoralisation face à la violence bien réelle de l'ennemi et par l'activisme politique émanant du mouvement de libération noir

qui se développait à la même période. Le mouvement anti-guerre à l'intérieur inquiétait bien sûr les dirigeants américains, mais en aucun cas on ne peut prétendre qu'il avait acquis un pouvoir tel qu'il aurait "*forcé*" le gouvernement à faire quoi que ce soit, et, en tout cas, ses fractions les plus énergiques ont mené des protestations violentes, des attentats à la bombe et des destructions matérielles.

Peut-être leurrés par leur propre histoire erronée du mouvement pacifique pendant la guerre contre le Vietnam, les organisateurs pacifistes américains du XXI<sup>e</sup> siècle semblaient s'attendre à ce que leurs plans pour stopper l'invasion de l'Irak aboutissent à une répétition de cette victoire imaginaire. Le 15 février 2003, tandis que le gouvernement américain se préparait à entrer en guerre contre l'Irak, "*des millions d'activistes anti-guerre, rassemblés pour des manifestations dominicales, envoyèrent un message de reproche cuisant à Washington et ses alliés... Cette vague de manifestations sans précédent... assombrit les plans belliqueux des États-Unis*", si l'on en croit un article publié sur le site web du groupe anti-guerre non-violent United for Peace and Justice. Exultant à la vue de cet "*affichage massif d'un sentiment pacifiste*", l'article s'imaginait ensuite que "*la Maison-Blanche... semble avoir été ébranlée par la vague de résistance à ses appels à une action militaire rapide.*" Les manifestations furent les plus grandes de l'histoire;

mis à part quelques échauffourées mineures, elles furent entièrement non-violentes; et leurs organisateurs célébrèrent jusqu'à satiété leur caractère massif et pacifiste. Certains groupes, comme United for Peace and Justice, suggérèrent même que les protestations pourraient éviter la guerre. Bien sûr, ils étaient complètement dans l'erreur, et les protestations furent totalement inefficaces. L'invasion se produisit comme prévu, en dépit des millions de gens qui s'y opposaient pacifiquement, pour la forme et en toute impuissance. Le mouvement contre la guerre ne fit rien pour changer les rapports de force aux États-Unis mêmes. Bush gagna un capital politique substantiel pour avoir envahi l'Irak, et n'eut pas à affronter de retour de bâton avant que les efforts de guerre et d'occupation ne commencent à montrer des signes d'échec, à cause de la résistance armée efficace du peuple irakien. La soi-disant opposition ne se manifesta même pas dans le paysage politique officiel. Dennis Kucinich, le seul candidat anti-guerre au sein du Parti Démocrate, ne fut pas une seconde considéré comme un concurrent sérieux, et lui et ses soutiens abandonnèrent finalement leur posture vertueuse pour prêter allégeance à la plate-forme du Parti Démocrate affirmant son soutien à l'occupation de l'Irak.

L'implication de l'Espagne dans l'occupation menée par la coalition sous commandement américain fournit un bon cas d'école pour jauger l'efficacité de la

protestation non-violente. Avec 1300 soldats engagés, l'Espagne était l'un des principaux partenaires de la "*Coalition of the Willing*" (coalition des pays volontaires). Plus d'un million d'Espagnols manifestèrent contre l'invasion, et 80 % de la population ibérique s'y déclaraient opposés, mais leur engagement pour la paix n'alla pas plus loin – ils ne firent rien pour empêcher effectivement l'armée espagnole de soutenir l'invasion et l'occupation. Parce qu'ils restèrent passifs et ne firent rien pour affaiblir leurs dirigeants, ils demeurèrent aussi impuissants que les citoyens de n'importe quelle démocratie. Non seulement le Premier ministre José Maria Aznar eut la possibilité et l'autorisation d'entrer en guerre, mais en plus toutes les prévisions le donnaient gagnant aux élections qui approchaient – jusqu'aux attentats à la bombe. Le 11 mars 2004, à peine quelques jours avant l'ouverture des bureaux de vote, plusieurs bombes posées par une cellule liée à Al Qaida explosèrent dans les gares de Madrid, tuant 191 personnes et en blessant des milliers d'autres. Ces attentats furent la cause directe de la dégringolade d'Aznar et de son parti dans les sondages, et le Parti Socialiste, seul grand parti opposé à la guerre, fut porté au pouvoir. La coalition se rétrécit avec le retrait des 1300 soldats espagnols, puis se rétrécit bientôt à nouveau, la République Dominicaine et le Honduras ayant également retiré leurs troupes. Tandis que des millions d'activistes pacifiques votant avec leurs pieds en défilant dans la

rue comme des moutons n'avaient pas affaibli d'un iota l'occupation brutale de l'Irak, quelques douzaines de terroristes prêts à massacrer des non-combattants furent capables de provoquer le retrait de plus d'un millier de soldats.

Les actions et les communiqués des cellules affiliées à Al-Qaida ne laissent pas à penser qu'elles veulent une paix véritable en Irak, pas plus qu'ils ne démontrent un souci du bien-être des Irakiens (dont un grand nombre ont été pulvérisés par ces mêmes cellules); on y décèle plutôt la volonté de promouvoir une vision particulière de la société irakienne, une vision extrêmement autoritaire, patriarcale et fondamentaliste.

Et il ne fait pas de doute que la décision peut-être facilement prise de tuer et mutiler des centaines de personnes désarmées, quelle qu'ait pu sembler être la nécessité stratégique d'une telle action, est en rapport avec l'autoritarisme et la brutalité de ces terroristes, et avant tout avec la culture intellectualiste dont ils proviennent comme une majorité de leurs semblables (mais ceci est un tout autre sujet).

L'évaluation morale de la situation devient toutefois plus compliquée lorsqu'on la compare avec les bombardements massifs par lesquels les Américains tuèrent volontairement des centaines de milliers de civils en Allemagne et au Japon pendant la seconde guerre mondiale. Alors que cette campagne fut bien plus brutale que les attentats de Madrid, elle est

habituellement considérée comme acceptable. Le décalage que nous pourrions ressentir entre la condamnation (facile) des terroristes de Madrid et celle des pilotes américains aux mains encore plus ensanglantées (bien moins facile, peut-être parce qu'on pourrait trouver parmi eux certains de nos parents – mon propre grand-père, par exemple) devrait nous inciter à nous interroger pour savoir si le fait que nous condamnions le terrorisme a véritablement quelque chose à voir avec le respect de la vie. Puisque nous ne nous battons pas pour un monde autoritaire, ni pour un monde dans lequel on répand le sang en fonction de raisonnements calculatoires, les attentats de Madrid ne représentent pas un modèle pour l'action, mais, plutôt, un paradoxe important. Les gens qui se cramponnent à des tactiques pacifiques qui ont démontré leur inefficacité à mettre fin à la guerre contre l'Irak se soucient-ils réellement plus de la vie humaine que les terroristes qui ont frappé Madrid? Après tout, ce sont bien plus de 191 Irakiens qui ont été tués pour chacun des 1300 soldats espagnols stationnés dans le pays. S'il faut que quelqu'un meure (et c'est une tragédie que l'invasion américaine rend inévitable), les citoyens espagnols ont une responsabilité plus lourde que les Irakiens (exactement de la même façon que les Allemands et les Japonais étaient plus responsables que les autres victimes de la seconde guerre mondiale). Jusqu'à présent, aucune alternative au terrorisme n'a été mise en œuvre dans le ventre relativement



vulnérable de la bête pour affaiblir significativement l'occupation. La seule véritable résistance est donc celle qui se produit en Irak même, là où les États-Unis et leurs alliés sont le plus préparés à la rencontrer, et à un coût très élevé en vies d'insurgés et de non-combattants.

## ASSEZ PARLÉ DES VICTOIRES DU PACIFISME.

Il serait également utile de saisir l'étendue des échecs du principe de non-violence. Un exemple controversé mais qu'il nous faut examiner est celui de l'Holocauste. Pendant la majeure partie de "*la Destruction*", la résistance armée était pratiquement absente, aussi pouvons-nous mesurer isolément l'efficacité de la résistance non-violente. L'Holocauste est également l'un des quelques cas dans lesquels le fait de blâmer les victimes est considéré à juste titre comme un soutien ou une sympathie envers l'opresseur; les soulèvements violents occasionnels ne peuvent donc pas être utilisés pour justifier la répression et le génocide, contrairement à tous les cas où les pacifistes mettent la violence autoritaire sur le compte de l'audace des opprimés qui s'engage dans l'action armée contre le pouvoir. Certains pacifistes ont eu le culot d'utiliser des exemples de résistance aux Nazis, comme la désobéissance menée par les Danois, pour avancer que la résistance non-violente peut marcher même

dans les pires conditions. Est-il vraiment nécessaire de rappeler que les Danois, en tant qu'Aryens, encourraient du fait de leur résistance des risques quelque peu différents que les cibles premières des Nazis ? L'Holocauste ne fut arrêté que par le déchaînement de violence concerté de la part des gouvernements alliés qui détruisirent le régime nazi (bien que, soyons honnêtes, ils se préoccupaient bien plus de redessiner la carte de l'Europe que de sauver la vie des Roms, des Juifs, des homosexuels, des gauchistes, des prisonniers de guerre soviétiques et des autres ; les Soviétiques eurent tendance à faire des purges parmi les prisonniers de guerre libérés, de peur que, même s'ils ne s'étaient pas rendus et donc coupables de désertion, leurs contacts avec des étrangers dans les camps de concentration les aient contaminés idéologiquement.)

Toutefois, les victimes de l'Holocauste ne furent pas toutes passives. Un nombre conséquent d'entre elles agit pour sauver des vies et pour saboter la machine de mort nazie. Yehuda Bauer, qui traite exclusivement des victimes juives de l'Holocauste, documente avec force cette résistance. Jusqu'en 1942, *“les rabbins et autres figures de la communauté... découragèrent le passage à l'action armée”* mais ils ne se firent pas pour autant les avocats de la passivité ; c'est plutôt que *“la résistance fut non-violente”*. Indubitablement, cette résistance ne freina nullement le génocide ni n'affaiblit

d'un iota les Nazis. À partir de 1942, les Juifs commencèrent à résister violemment, même s'il y eut encore bien des exemples de résistance non-violente. En 1943, des Danois aidèrent la plupart des sept mille Juifs du pays à fuir vers la Suède restée neutre. De façon comparable, la même année, le gouvernement, l'Église et le peuple de Bulgarie stoppèrent la déportation de Juifs de ce pays. Dans les deux cas, les Juifs rescapés furent au final protégés par la force armée et abrités derrière les frontières d'un pays qui n'était pas directement sous occupation allemande, à une époque où la guerre commençait tourner à l'aigre pour les Nazis. (Du fait de l'assaut violent des Soviétiques, les Nazis négligèrent temporairement la contrariété mineure que la Suède et la Bulgarie opposaient à leurs plans.) En 1941, les habitants d'un ghetto de Vilnius, en Lituanie, se livrèrent à un sit-in massif lorsque les Nazis et les autorités locales se préparèrent à les déporter. Cette action de désobéissance civile a peut-être reporté de peu la déportation, mais elle échoua à sauver la moindre vie.

Un certain nombre de dirigeants des Judenrat (les Conseils juifs mis sur pied par les Nazis pour gouverner les ghettos selon leurs ordres) s'accommodèrent du joug nazi dans une tentative de ne pas faire de vagues, espérant qu'autant de Juifs que possible seraient encore en vie à la fin de la guerre. (C'est un exemple pertinent, car de nos jours, de

nombreux pacifistes américains pensent également que si vous faites des vagues ou provoquez un conflit, vous faites quelque chose de mal.) Bauer ajoute : *“Cette stratégie finit par échouer, et ceux qui avaient tenté d’y recourir découvrirent avec horreur qu’ils s’étaient rendus complices du massacre planifié par les Nazis.”* D’autres membres des Judenrat furent plus hardis et refusèrent ouvertement de coopérer avec les Nazis. À Lvov, en Pologne, le premier président du conseil refusa de coopérer, et fut dûment assassiné et remplacé. Comme l’indique Bauer, les remplaçants furent beaucoup plus conciliants (pour autant, l’obéissance ne les sauva pas, puisqu’ils étaient tous destinés aux camps de la mort; en ce qui concerne le cas de Lvov, le remplaçant obéissant fut tué sur un simple soupçon de résistance). À Borszczow en Pologne, le président du conseil refusa de se conformer aux ordres nazis et fut envoyé au camp d’extermination de Belzec.

D’autres membres de Conseils juifs eurent recours à une diversité de tactiques et furent nettement plus efficaces. À Kovno, en Lituanie, ils firent semblant d’obéir aux ordres nazis mais prirent part clandestinement à la résistance. Ils réussirent à cacher des enfants sur le point d’être déportés et firent évader du ghetto de jeunes hommes et femmes pour qu’ils puissent combattre au côté des partisans. En France, *“les deux branches [du Conseil] étaient dans la*

*clandestinité et en contact permanent avec les résistants... et contribuèrent de façon significative à sauver la plupart des Juifs du pays.*” Même là où ils ne prirent pas personnellement part à la résistance violente, ils multiplièrent leur efficacité de beaucoup en soutenant ceux qui y participaient.

Et puis il y eut les guérillas urbaines et les partisans qui combattirent violemment contre les Nazis. En avril et mai 1943, des Juifs du ghetto de Varsovie se soulevèrent, munis d'armes de contrebande, volées ou faites de bric et de broc. Sept cents jeunes hommes et femmes se battirent pendant des semaines jusqu'à la mort, mobilisant des milliers de soldats nazis et d'autres ressources qui auraient été nécessaires sur le front de l'Est où les Allemands étaient en pleine débâcle. Ils savaient qu'ils seraient tués, qu'ils demeurent pacifiques ou non. Par la révolte armée, ils vécurent les dernières semaines de leurs vies dans la résistance et en êtres humains libres, et ralentirent la machine de guerre nazie. Une autre rébellion armée éclata dans le ghetto de Bialystok, également en Pologne, le 16 août 1943, et fit rage pendant des semaines.

Des groupes de guérilla urbaine, comme celui composé de sionistes et de communistes juifs agissant à Cracovie, réussirent à faire exploser des trains de ravitaillement et des voies ferrées, à saboter des usines de guerre, et à assassiner des fonctionnaires

gouvernementaux. À travers la Pologne, la Tchécoslovaquie, le Bélarus, l'Ukraine et les pays baltes, des groupes de partisans, juifs ou autres, se livrèrent à des actes de sabotage contre les filières d'approvisionnement allemandes et repoussèrent des troupes SS. Selon Bauer, *“Dans l'est de la Pologne, en Lituanie et dans l'ouest de l'URSS, au moins 15 000 partisans juifs combattaient dans les bois, et au moins 5 000 Juifs non-combattants y vivaient, protégés tout ou partie du temps par les partisans armés. En Pologne, un groupe de partisans conduit par les frères Belsky sauva plus de 1200 hommes, femmes et enfants juifs, notamment en menant des représailles meurtrières contre ceux qui capturaient ou dénonçaient les fugitifs. D'autres groupes de partisans du même genre, en France et en Belgique, sabotaient l'infrastructure de guerre, assassinaient des officiers nazis et aidaient les gens à échapper aux camps d'extermination. En Belgique, un groupe de communistes juifs fit dérailler un train qui emmenait des gens vers Auschwitz et aida plusieurs centaines d'entre eux à s'échapper. Au cours d'une révolte dans les camps d'extermination de Sobibor en octobre 1943, les insurgés tuèrent plusieurs officiers nazis et permirent que quatre cents à six cents prisonniers s'échappent. La plupart furent rapidement tués, mais environ soixante réussirent à rejoindre les partisans. Deux jours après la révolte, Sobibor fut fermé. En août 1943, une révolte détruisit le camp d'extermination de*

*Treblinka, qui ne fut pas reconstruit. Des déportés qui prirent part à une autre insurrection à Auschwitz en octobre 1944 détruisirent l'un des fours crématoires."*

Tous ces soulèvements violents ralentirent l'Holocauste. En comparaison, les tactiques non-violentes (et d'ailleurs aussi les gouvernements alliés dont les bombardiers auraient pu aisément atteindre Auschwitz et les autres camps) échouèrent à provoquer l'arrêt ou la destruction d'un camp de la mort quel qu'il soit.

Au cours de l'Holocauste, et dans les cas moins extrêmes de l'Inde et de Birmingham, la non-violence ne permit pas à ceux qui la pratiquèrent de gagner en puissance, alors que l'usage d'une diversité de tactiques obtint des résultats. Pour le dire simplement, si un mouvement ne constitue pas une menace, il ne peut pas changer un système fondé sur la coercition et la violence centralisées, et si ce mouvement ne distingue pas et n'exerce pas le pouvoir qui lui permet de devenir une menace, il ne peut pas détruire un tel système. Dans le monde actuel, les gouvernement et les grandes entreprises détiennent le monopole quasi total du pouvoir, dont la violence est une dimension majeure. À moins que nous changions les relations de pouvoir (et, de préférence, que nous détruisions l'infrastructure et la culture du pouvoir centralisé pour rendre impossible la subjugation d'une majorité par une minorité), ceux qui tirent aujourd'hui profit de la violence structurelle

omniprésente, qui contrôlent les armées, les banques, les bureaucraties et les entreprises, continueront à exercer le pouvoir. On ne peut pas persuader l'élite en faisant appel à sa conscience. Les individus qui changent de conviction et parviennent à plus de moralité seront virés, mis en accusation, remplacés, révoqués, assassinés.

Encore et encore, les gens qui luttent non pas pour une réforme symbolique mais pour une émancipation complète – la récupération du contrôle de nos propres vies et le pouvoir de négocier nos propres relations avec les gens et le monde autour de nous – s'apercevront que la non-violence ne fonctionne pas, que nous sommes confrontés à une structure de pouvoir qui s'auto-perpétue, est immunisée contre les appels à la conscience, et suffisamment forte pour mater ceux qui désobéissent ou refusent de coopérer. Nous devons nous réapproprier l'histoire des résistances passées pour comprendre pourquoi nous avons échoué et comment, exactement, nous sommes parvenus aux réussites limitées qui sont les nôtres. Nous devons aussi accepter que toutes les luttes sociales, exceptées celles menées par des personnes totalement pacifistes et donc inefficaces, comportent une variété de tactiques. Une fois que l'on a réalisé que jamais dans l'histoire la non-violence n'a mené à des victoires véritablement révolutionnaires, on peut alors examiner d'autres graves défauts de la non-violence.



# L'ÉCHEC DE LA NON-VIOLENCE

En complément, quelques citations tirées du livre *L'échec de la non-violence*, du même auteur, paru en aout 2019 aux éditions Libre.  
Traduction: Nicolas Casaux.

---

« Seuls ceux qui sont impliqués dans des causes radicales, ou ceux qui en font personnellement l'expérience, ont tendance à percevoir les dommages structurels comme de la violence. Les élèves d'une classe typique d'université n'associent pas le fait de payer des impôts ou l'achat de vêtements dans une friperie à de la violence. Ceux qui ont été expulsés, ou ceux qui participent à la lutte contre les expulsions, identifient une expulsion à de la violence. Les activistes pour les droits des animaux associent le fait de manger de la viande à de la violence. Les défenseurs des petits paysans et les défenseurs de la forêt tropicale associent les plantations de soja à de la violence. Personne, ou presque, ne juge violent le fait de conduire une voiture, bien que ce soit objectivement la chose ayant entraîné et entraînant certainement le plus de morts. »

\*\*\*

« En plus de l'incorrection ou de l'hygiène, le principal terme utilisé pour déclencher une panique morale et mobiliser une action de la part de l'élite était "violence". Au sein de l'élite, hier comme aujourd'hui, à Barcelone comme dans le monde anglophone, "violence" était un euphémisme pour une menace contre l'ordre établi et son illusion de paix sociale, qui servait à masquer la lutte des classes, la brutalité du patriarcat, et le caractère meurtrier du colonialisme. Les journaux ne parlaient pas de violence lorsque les policiers tuaient des grévistes, lorsque des propriétaires fonciers expulsaient des familles, ou lorsque des pauvres mourraient de faim [et pas non plus, comme récemment, lorsqu'un couple se suicide pour loyers impayés, NdT]. Ils parlaient de violence lorsque des travailleurs se mettaient en grève, lorsque des locataires cessaient de payer leurs loyers, lorsque des vendeurs à la sauvette refusaient de livrer leurs marchandises à la police (qui les harcelait au profit des propriétaires de magasins), et lorsque des anarchistes commettaient des actes de sabotage ou organisaient des manifestations non-autorisées. »

\*\*\*

« Nous devrions également éviter d'utiliser comme critère le fait qu'un mouvement mène ou pas à une augmentation de la répression. Je me souviens

d'innombrables débats lors desquels des partisans de la non-violence essayèrent de dépeindre quelque lutte comme un échec en raison de l'intensité de la répression qu'elle entraîna. Les mouvements non-violents semi-efficaces du passé ont tous entraîné une augmentation de la répression gouvernementale dès lors qu'ils encourageaient une désobéissance civile étendue. La croyance des pacifistes modernes, que ni Gandhi ni Martin Luther King ne partageaient, selon laquelle une lutte pacifique pourrait triompher en évitant la moindre altercation avec la police ou l'armée, a été efficacement utilisée comme argument de vente pour remplir les rangs des mouvements non-violents d'opportunistes, de weekenders, d'amis des beaux jours, de lâches, de carriéristes et de citoyens naïfs qui pensent que changer le monde peut se faire simplement et sans heurts. »

\*\*\*

« Une des principales fonctions de la non-violence, à la fois historiquement et au cours des deux dernières décennies, a été d'attaquer les mouvements qui menacent réellement l'État. Ces dernières années, cela s'illustre par le fait que de plus en plus d'activistes non-violents endossent le rôle de la police en aidant à criminaliser et à marginaliser ceux qui se révoltent,

qu'il s'agisse d'anarchistes dans un Black Bloc ou d'habitants de ghettos urbains. »

\*\*\*

« Peut-être que le plus important des arguments contre la non-violence est que la violence est un concept ambigu au point d'être incohérent. C'est un concept sujet à la manipulation, et sa définition est entre les mains des médias et du gouvernement; c'est pourquoi ceux qui fondent leur lutte sur son évitement agiront selon et suivront toujours les recommandations de ceux au pouvoir. »

\*\*\*

« Le territoire et les habitants contrôlés par l'État sont tout ce qu'il possède, et il est prêt à tout pour ne pas les laisser libres. Pour cette raison, des luttes plus fortes impliquent une répression accrue, avec la police ou même l'armée qui nous intimideront, emprisonneront, tortureront ou massacreront pour nous faire obéir. Il s'agit là d'une autre raison pour laquelle la situation doit empirer avant de s'améliorer. Afin de renverser les structures de pouvoir établies, nous devons non seulement être assez forts pour les menacer – ce qui n'a eu lieu que peu de fois au cours des 20 dernières années; mais également assez forts

pour survivre à la privation que le capitalisme nous infligera, et pour surmonter la brutalité que l'État déchainera à notre rencontre. »

\*\*\*

« Cette attitude démontre une autre caractéristique essentielle de la non-violence : la tendance à rechercher la sécurité plutôt qu'à accepter le danger ; à justifier la répression étatique plutôt qu'à s'y opposer ; et à avaler la croyance démocratique selon laquelle en évitant la violence ils peuvent éviter la répression, selon laquelle il est possible d'avoir une révolution sans conséquences. Ironique, quand on sait que les deux principales figures dont ils exploitent systématiquement l'image et dont ils altèrent si lourdement la philosophie ont fini tuées pour leurs efforts. Mais, répétons-le, la non-violence est une idée illusoire. »

## LE LIVRE

---

L'intégralité du livre *Comment la non-violence protège l'État : Essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux*, est accessible sur internet en pdf, notamment sur le site [paris-luttes.info](http://paris-luttes.info)

Le livre comporte les chapitres suivant :

- Introduction
- Chapitre 1 : La non-violence est inefficace
- Chapitre 2 : La non-violence est raciste
- Chapitre 3 : La non-violence est étatiste
- Chapitre 4 : La non-violence est patriarcale
- Chapitre 5 : La non-violence est tactiquement et stratégiquement inférieure
- Chapitre 6 : La non-violence est illusoire
- Chapitre 7 : L'alternative : Possibilités pour un activisme révolutionnaire

A lire ou télécharger sur [sedition.noblogs.org](http://sedition.noblogs.org)

- Castoriadis – Autogestion et hiérarchie
- Bob Black – Abolir le travail
- Frederic Lordon – Le capitalisme ne rendra pas les clés gentiment
- Babeuf – Manifeste des Plébiéins
- Kropotkine – L'esprit de révolte
- Einstein – Le capitalisme, voilà la source du mal

La grande majorité des mouvements sociaux et écologistes échouent lamentablement, depuis des décennies, ne serait-ce qu'à freiner la catastrophe sociale et écologique en cours (de la sixième extinction de masse aux inégalités économiques phénoménales et croissantes qui caractérisent notre temps). La plupart de ces mouvements se targuent de respecter scrupuleusement les principes de la non-violence, qu'ils considèrent comme la seule méthode de lutte acceptable. Et pourtant, ainsi que Peter Gelderloos l'expose dans ce texte, cette adhérence dogmatique au concept de la non-violence est injustifiée et injustifiable. Peter Gelderloos démystifie ici les figures historiques inexorablement citées par la majorité de ceux qui défendent la non-violence comme un absolu - Gandhi, Martin Luther King, Nelson Mandela - et expose les réalités complexes derrière leurs accomplissements (souvent réduites à des simplismes mensongers)

Ce texte constitue le premier chapitre du livre *Comment la non-violence protège l'État : Essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux*. Il est suivi de quelques citations extraite du livre *L'échec de la non-violence*.

Peter Gelderloos, né en 1982 à Morristown, est un philosophe libertaire, activiste et théoricien anarchiste américain.